12 novembre 2008

Proposition du Conseil administratif du 12 novembre 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit net de 555 750 francs, déduction faite d'une participation du Fonds cantonal d'assainissement des eaux de 78 750 francs, soit un montant brut de 634 500 francs, destiné à la réhabilitation du collecteur public d'assainissement des eaux de la rue de la Corraterie, tronçon compris entre la rue de la Tertasse et la rue du Stand.

Mesdames et Messieurs les conseillers,

Préambule

Le 20 octobre 2004, la commission des travaux du Conseil municipal refusait la proposition de crédit PR-336 «Proposition du Conseil administratif du 25 février 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit de 5 961 000 francs pour le réaménagement de la rue de la Corraterie», qui prévoyait le réaménagement de cette artère, y compris la reconstruction en séparatif des collecteurs.

Il était prévu d'engager ce chantier parallèlement aux travaux des Transports publics genevois (TPG), qui doivent impérativement procéder au renouvellement de leur infrastructure ferroviaire, datant de quarante ans.

Le refus de la proposition PR-336 et la nécessité d'assurer l'entretien du collecteur de la rue de la Corraterie, qui est en mauvais état, nous contraignent à présenter une nouvelle demande de crédit, permettant de réhabiliter ledit collecteur en système unitaire, comme le préconise le nouveau plan général d'écoulement des eaux (PGEE).

Ces travaux seront engagés en parallèle et coordonnés avec les TPG, qui prévoient d'engager leurs travaux dans le courant de 2008.

Exposé des motifs

Le nouveau PGEE définit que les collecteurs des rues de la Tertasse, de la Croix-Rouge, de la rampe de la Treille, ainsi que de la rue de la Corraterie conserveront leur régime d'écoulement unitaire actuel.

Un contrôle télévisé, réalisé en 1998 dans les rues ci-dessus, révélait que le tronçon de 230 mètres du collecteur de la rue de la Corraterie, s'écoulant en direction de la rue du Stand, requerrait déjà, à l'époque, une intervention.

Dans ce collecteur d'eaux mélangées, construit avant 1960, en béton ovoïde 60/90 centimètres, la présence d'importants défauts d'étanchéité (nombreuses fissures) ainsi qu'une forte usure du radier nécessitent de réhabiliter cet ouvrage.

Pour ce qui est de la surface, aucun aménagement n'est prévu par la Ville de Genève. Cependant, le nouvel alignement des voies du tramway, par les TPG, nécessite une intervention sur l'îlot existant au débouché sur la rue du Stand, ainsi que sur les aménagements piétons au bas de la rue de la Tertasse. Il s'agit, lors de ces travaux, de démolir et reconstruire légèrement en retrait les bords de chaussée, en reculant les bordures existantes afin d'augmenter le gabarit de la chaussée.

Obligations légales

La loi sur les routes précise que les travaux d'entretien des voies publiques sises sur le territoire de la Ville de Genève, ainsi que les travaux de construction et d'entretien du réseau d'assainissement, incombent à celle-ci. La construction du réseau secondaire est à la charge de la Ville de Genève, selon l'article 58 de la loi sur les eaux (L 2 05).

Description des travaux

Chemisage du collecteur

L'état structurel du collecteur existant permet de mettre en œuvre une rénovation, depuis l'intérieur, par chemisage. Ce procédé, qui consiste à dérouler dans l'ouvrage existant une gaine en matériau souple (comme une chaussette), permet un gain de temps et d'espace, tout en limitant, d'une manière générale, les nuisances.

Raccordements et embranchements privés

Avec l'introduction du nouveau PGEE, les privés ne sont plus tenus de mettre leurs raccordements en séparatif. La Ville de Genève se doit, après chemisage du collecteur, d'intervenir au droit de chaque raccordement privé, afin d'assurer la découpe de la gaine et permettre ainsi la récupération des eaux dans le collecteur réparé.

Modification des cheminées de visite – raccordement des sacs EP (eaux pluviales)

Le chemisage du collecteur engendre, dans les cheminées de visite, des découpes de la gaine et des travaux d'adaptation pour assurer l'écoulement des eaux des raccordements existants, ainsi que ceux des sacs EP et garantir, en tout temps, l'accès permettant l'entretien courant du collecteur.

Estimation du coût

Rue de la Corraterie – Travaux liés à la modification des voies TPG

Entretien collecteurs

	Fr.	Fr.
<u>Génie civil</u>		
Installation de chantier	70 000	
Chemisage du collecteur 60/90	320 000	
Raccordements et embranchements	60 000	
Modifications des cheminées	20 000	
Branchements et raccordement sacs EP	20 000	
Réaménagement du trottoir «Tertasse»	<u>15 000</u>	
Total		505 000
<u>Honoraires</u>		
Ingénieurs civils	30 000	
Ingénieurs géomètres (mutation et cadastration)	<u>5 000</u>	
Total		35 000
<u>Frais divers</u>		
Essais de matériaux en laboratoires	6 000	
Héliographies, reprographies	<u>5 000</u>	
Total		11 000
Information et communication		<u>9 000</u>
Total HT		560 000
TVA 7,6% (arrondi)		<u>42 560</u>
Total TTC		602 560
Prestations du personnel pour les investissements 4%		<u>24 100</u>
Total TTC brut		626 660
Intérêts intercalaires: $\frac{\text{total TTC} \times 3,75 \times 8}{2 \times 100 \times 12}$		<u>7 840</u>
Total TTC net		<u>634 500</u>
A déduire:		
subvention cantonale de 15% pour les nouveaux équipements réalisés et incorporés au réseau secondaire de la Ville de Genève (coût estimé de l'entretien du collecteur 475 000 + TVA = 505 000)		<u>78 750</u>
Total TTC		<u>555 750</u>

Validité des coûts

L'estimation du coût est basée sur les prix unitaires moyens du marché actuel des travaux de génie civil.

Autorisation de construire

Les travaux d'entretien du collecteur ne nécessitent pas la dépose d'une requête en autorisation de construire auprès du Département des constructions et des technologies de l'information.

Les modifications de surfaces qui découlent des modifications des voies de tramway font partie intégrante de la demande d'autorisation des TPG auprès de l'Office fédéral des transports.

Personnes à mobilité réduite

Il sera tenu compte, lors de l'exécution des travaux décrits dans la présente demande de crédit, de la thématique des déplacements de personnes à mobilité réduite ainsi que des malvoyants.

Pour ce faire, sur tous les axes piétonniers situés dans l'environnement du chantier, la continuité des cheminements sera assurée.

Agenda 21 et choix écologiques

L'entretien par chemisage, du collecteur unitaire existant, s'inscrit dans une conception de développement durable, par la prolongation de sa durée de vie et la diminution considérable de la durée des travaux.

La grave, les enrobés bitumineux et les bétons utilisés seront composés de matériaux recyclés.

Information publique

Un panneau de chantier est prévu à chaque extrémité de la rue, avec des informations sur la nature des travaux, leur durée, leur coût et les entreprises concernées.

L'information aux riverains se fera sous forme d'un avis distribué dans les boîtes aux lettres, avant le début du chantier. En cours de chantier, si nécessaire, d'autres avis pourront être distribués.

Deux avis payants sont prévus dans la presse (l'un pour le début des travaux, l'autre en cas de perturbation importante).

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le projet d'assainissement de la présente demande de crédit a été élaboré par le Service du génie civil.

Le service gestionnaire et bénéficiaire de ce crédit est le Service du génie civil.

Délai et programme des travaux

Le délai référendaire écoulé, les travaux pourront démarrer quatre mois après le vote du Conseil municipal et dureront huit mois.

Régime foncier

Les parcelles sont situées sur le domaine public de la Ville de Genève.

Subvention(s) et partenariat(s)

Une participation de 15% du Fonds cantonal d'assainissement des eaux est octroyée à la Ville de Genève pour l'établissement de son réseau secondaire d'assainissement dans ce secteur.

Plan financier d'investissement

Cet objet sera financé par la ligne inscrite sous le numéro 081.800.08 en PRA «Entret., reconstruct., modificat., collecteurs 2010» du quatrième plan financier d'investissement 2009-2020, pour un montant de 2 500 000 francs.

Budget prévisionnel d'exploitation

L'entretien et le nettoyage de ces ouvrages seront assurés dans le cadre des budgets ordinaires des services de la Ville de Genève et n'entraîneront pas de charges d'exploitation supplémentaires.

Charges financières

La charge financière annuelle, comprenant les intérêts au taux de 3,25% et l'amortissement au moyen de 20 annuités, se montera à 38 220 francs.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1987;

vu les articles 58 et 84 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;
sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit net de 555 750 francs, déduction faite d’une participation du Fonds cantonal d’assainissement des eaux de 78 750 francs, soit un montant brut de 634 500 francs, destiné à la réhabilitation du collecteur public d’assainissement des eaux de la rue de la Corraterie.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l’article premier au moyen d’emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 634 500 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l’article premier sera inscrite à l’actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2010 à 2029.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer et radier toute servitude en droit ou en charge sur les parcelles du périmètre concerné afin de pouvoir réaliser l’aménagement projeté.